



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Valence 5/4/15

Unité Territoriale Drôme-Ardèche

Affaire suivie par : Pascal BRIE

Tél. : 04 75 82 46 46
Fax : 04 75 82 46 49

20150921-RAP-DAEN0849

courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr

PREFECTURE DE LA DROME
Direction départementale de la
protection des populations (DDPP)
Service environnement
33 avenue de Romans
BP 96
26 904 Valence cedex 9

DEPARTEMENT DE LA DROME
CONFORMITE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU CASIER n°11 (partie inférieure)
Société SITA CENTRE EST à DONZERE

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Objet : Installation de stockage de déchets à DONZERE – Conformité, jusqu'à la cote 108 m NGF, des travaux d'aménagement du casier n°11 de la zone de stockage de déchets non dangereux appelée « Extension NORD DONZERE 2 ».

Réf : Code de l'environnement
Arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié
Arrêté préfectoral d'autorisation n°2014184-0017 du 3 juillet 2014
Dossier du 18 août 2015 portant sur la conformité des travaux d'aménagement du casier n°11, jusqu'à la cote 108 m NGF

Annexes : 1. Plan de calepinage global des casiers n°8, 9 et 10
2. Plan de calepinage global des casiers n°10 et 11

Raison sociale : Société SITA CENTRE EST

Adresse du siège social : Gerland Plaza
Bâtiment A
19 rue Pierre-Gilles de GENNES
69 007 LYON

Adresse de l'établissement : ISDND de DONZERE
345 chemin des Bouzarudes
26 290 DONZERE

Activité principale : Stockage de déchets non dangereux, et stockage de déchets dangereux

Code S3IC : 61.7044

Priorité DREAL : P1

I – INTRODUCTION

Par transmission du 21 août 2015, la société SITA CENTRE EST nous a communiqué un dossier intitulé « *Rapport de conformité des travaux d'aménagement du casier 11 de l'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux de DONZERE dite « Extension NORD DONZERE 2 ».*

II – PRESENTATION DE LA SOCIETE SITA CENTRE EST

La société SITA CENTRE EST fait partie du Groupe SITA, filiale de SUEZ ENVIRONNEMENT. Le Groupe SITA collecte, achemine, traite et valorise les déchets des collectivités locales, des entreprises, des professionnels de santé et des particuliers.

La société SITA CENTRE EST est l'une des 8 sociétés régionales de SITA FRANCE, elle couvre 18 départements des régions RHONE-ALPES, AUVERGNE, BOURGOGNE (partie Est) et FRANCHE-COMTE.

La société SITA CENTRE EST, comprenant 1240 salariés, s'articule autour de 4 grands pôles d'activités :

- le marché des collectivités ;
- le marché des entreprises ;
- le tri et la valorisation matière ;
- l'élimination et la valorisation énergétique.

III – PRESENTATION DU SITE DE DONZERE

L'exploitation de son site de DONZERE (en tant que carrière, puis installation de stockage de déchets non dangereux : ISDND) est autorisée depuis 1981.

L'arrêté préfectoral d'autorisation réglementant l'ensemble des installations exploitées dans ce site date du 3 juillet 2014, il a été notifié au terme d'une instruction incluant une enquête publique. Les installations autorisées sont les suivantes :

- un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux, d'une capacité de 149 500 tonnes/an ;
- une unité de rupture de charge pour l'accueil, dans un bâtiment fermé, des déchets susceptibles de générer des envols ;
- une plate-forme de valorisation de métaux ;
- une plate-forme de valorisation de bois ;
- une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (déchets dangereux) ;
- une aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles ;
- une installation de stockage de déchets non dangereux (extension Nord DONZERE 2).

L'établissement de DONZERE a une surface globale de 478 850 m², il est constitué de 4 zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1 (dont le réaménagement est achevé), DONZERE 2 (dont l'exploitation est achevée et le réaménagement en cours), extension NORD DONZERE 2 (dont l'exploitation a commencé) et DONZERE 3 (dont l'exploitation n'a pas commencé).

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux s'élève à 150 000 tonnes.

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets dangereux (déchets d'amiante lié) s'élève à 600 tonnes.

IV – OBJET DU PRESENT RAPPORT

L'exploitation de la zone extension NORD DONZERE 2 a commencé par un premier casier appelé casier n°10, qui s'inscrit dans le prolongement du casier n°9 faisant partie de la zone DONZERE 2. Au casier n°10 dont l'exploitation est en cours succédera l'exploitation du casier n°11, objet du présent rapport.

Chaque casier de stockage de déchets non dangereux doit faire l'objet d'aménagements particuliers avant sa mise en exploitation, en application de l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié qui précise : *« Avant le début des opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées, avant tout dépôt de déchets, à une visite du site afin de s'assurer qu'il est conforme aux dispositions précitées. »*

Cette disposition est reprise à l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014, elle justifie la transmission par la société SITA CENTRE EST du dossier de conformité des travaux d'aménagement du casier n°11 visé en référence. Ce dossier a été réalisé par la société SETEC Environnement, bureau d'ingénierie spécialisé dans le domaine des déchets.

V – EXAMEN DU DOSSIER PRESENTE

Le dossier reçu présente les travaux d'aménagements suivants du casier n°11 :

- Terrassement du casier n°11 et des accès ;
- Mise en place des barrières de sécurité passive et active ;
- Gestion des eaux et des lixiviats ;
- voirie et réseaux divers.

Les opérations de terrassements ont été effectuées de novembre 2014 à mai 2015.

Les travaux de voirie et réseaux divers ont eu lieu en février, mai, juin et juillet 2015.

Le massif drainant a été mis en place en fond de casier en août 2015.

La mise en place de l'étanchéité active a été réalisée en juillet et août 2015.

Levé topographique :

Un levé topographique établi le 10 août 2015 du casier n°11 figure en annexe 2 au dossier. Un plan de récolement des terrassements de ce casier figure en annexe 3, les coupes associées se trouvent en annexe 6 : Ces plans et coupes permettent de faire les constats suivants :

- **le fond de forme aménagé** se situe à une cote supérieure à 87 m NGF. **L'article 2.2.5 de l'arrêté d'autorisation est respecté.** Signalons qu'une zone plus profonde a été creusée au droit du puits de pompage des lixiviats de ce casier (cote de 85,55 m NGF), afin que ce puits dispose d'une réservation suffisante entre le fil d'eau du drain de collecte et le fonds du puits. Ceci permet le pompage efficace des lixiviats en limitant la charge hydraulique en fond de casier. L'exploitant n'est pas autorisé à stocker des déchets dans cette zone inférieure à la cote 87 m NGF : La coupe AA' figurant à l'annexe 1 montre que du matériau drainant a été mis en place jusqu'aux environs de la cote 87,5 m NGF.
- **les flancs Est et Ouest du casier** : Ils sont constitués par une succession de talus séparés par des risbermes : D'après les coupes de l'annexe 6 du dossier, tous les talus des flancs Est et Ouest ont une largeur minimale de 4 m. En partant du fond du casier, les talus inférieurs Est et Ouest, jusqu'à la limite des argiles, ont une pente de 45° et une hauteur dépassant légèrement la limite de 10 m (côté Ouest : jusqu'à 11,54 m). Côté Ouest, le talus supérieur a une pente de 45° et une hauteur inférieure à 10 m. Le talus supérieur qui suit a une pente de 5H/8V (1,6 m/m) et une hauteur inférieure à 10 m. Le talus supérieur qui suit a une pente de 3H/2V (0,66 m/m) et une hauteur inférieure à 10 m. Côté Est, le talus succédant au talus inférieur a une pente de 3H/2V (0,66 m/m) et une hauteur inférieure à 10 m. Le talus supérieur qui suit a une pente de 3H/2V (0,66 m/m) et une hauteur qui doit être inférieure à 16 m, d'après les plans, cette hauteur va jusqu'à 15,91 m. **L'article 2.2.5 de l'arrêté d'autorisation est respecté.**
- **Digue de séparation avec le casier n°10** : Son sommet le plus bas se situe à environ 90,64 m NGF, sa hauteur la plus faible est donc d'environ 3,83 m, soit une hauteur dépassant 2 m. **L'article 2.2.5 de l'arrêté d'autorisation est respecté.**
- **Digue de séparation avec le futur casier n°12** : Son sommet le plus bas se situe à environ 90,35 m NGF, sa hauteur la plus faible est donc d'environ 2,52 m, soit une hauteur dépassant 2 m. **L'article 2.2.5 de l'arrêté d'autorisation est respecté.**

Barrière d'étanchéité passive :

Rappelons que la réglementation impose les contraintes minimales suivantes : couche d'un mètre d'épaisseur, constituée de matériaux d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s ; et couche de 5 mètres d'épaisseur, constituée de matériaux d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-6} m/s.

Selon les études déjà réalisées, les caractéristiques des argiles en place dans le site permettent d'assurer une perméabilité centrée sur 1.10^{-8} m/s, sur une épaisseur importante (au moins 30 mètres).

Conformément à son courriel d'engagement du 11 mars 2015, l'exploitant a fait réaliser une campagne de mesures confirmant que la perméabilité du site est bien inférieure à 1.10^{-6} m/s sur une épaisseur d'au moins 5 mètres. À la page 18/35 du dossier, l'exploitant précise que la perméabilité a été contrôlée par la société extérieure DSC, qui conclut à la conformité :

Le substratum a été contrôlé par 5 forages « en flûte de pan » au niveau du point bas du casier n°11, les résultats sont les suivants (voir annexe 15 du dossier) :

- Sur 1 à 2 m de profondeur : 4.10^{-8} m/s
- Sur 2 à 3 m de profondeur : 4.10^{-8} m/s
- Sur 3 à 4 m de profondeur : 3.10^{-8} m/s
- Sur 4 à 5 m de profondeur : 3.10^{-8} m/s
- Sur 5 à 6 m de profondeur : 2.10^{-8} m/s

La société DSC a réalisé des contrôles, au fond du casier n°11, permettant de s'assurer que sur le premier mètre en fond de casier, la perméabilité est bien inférieure à 10^{-9} m/s : 4 essais de perméabilité en mini forage et 4 essais de perméabilité au simple anneau fermé (voir annexe 16 du dossier). Aucun des 8 résultats obtenus n'est supérieur à 10^{-9} m/s. Ceci s'explique par le fait qu'un compactage du fond du casier a été effectué suite aux travaux de déblaiement (mise en œuvre de la couche supérieure par passes multiples, permettant ainsi de la rendre moins perméable que les couches inférieures en place).

Selon les données du dossier, la barrière passive est conforme aux exigences réglementaires.

Les flancs inférieurs du casier sont dans les argiles puisque celles-ci ont été décaissées sur une hauteur de plus de 11 m. De ce fait, sur cette hauteur, la barrière d'étanchéité passive est assurée. Pour la partie supérieure des flancs (au-delà de la cote 99 m NGF), un géosynthétique bentonitique (GSB) d'une épaisseur de 0,65 cm et d'une perméabilité inférieure à 5.10^{-11} m/s a été mis en place (Selon l'annexe 17 du dossier : perméabilité de 1.10^{-11} m/s avec une pression de confinement de 160 kPa : Annexe 17 du dossier : Conformité à l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation).

Barrière d'étanchéité active :

La barrière d'étanchéité active (géomembrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur protégée : par des géotextiles anti-poinçonnants jusqu'à la cote 99 m NGF, puis par un géotextile anti-poinçonnant et un GSB) a été mise en place au fond et sur les flancs du casier n°11, seulement jusqu'à la cote 108 m NGF. **Les talus supérieurs seront étanchés à mesure de l'avancement de l'exploitation du casier et feront l'objet d'un nouveau dossier.**

Les travaux de mise en place de la barrière d'étanchéité active ont été effectués par l'entreprise RAZEL-BEC (voir annexe 18 du dossier) ; le contrôle de cette tâche a été réalisé par la société DSC les 17 et 29 juillet 2015, et le 5 août 2015. Quelques non conformités ont été découvertes et traitées. La société DSC conclut que **tous les essais et contrôles réalisés après reprises des non conformités, vérifient la conformité du dispositif d'étanchéité par géomembranes du casier n°11.**(voir annexe 19 du dossier).

Collecte des lixiviats :

En fond de casier, un système de collecte et d'évacuation des lixiviats a été mis en place, il est constitué de bas en haut :

- d'un drain de diamètre intérieur 163,5 mm, présentant des fentes sur les 2/3 de sa surface ;
- d'une couche de matériaux drainants d'épaisseur 0,5 m, de fraction granulométrique 20/40, de perméabilité supérieure à $1. 10^{-4}$ m/s ;
- d'un puits de pompage de diamètre 1,5 m, au niveau du point bas du casier, il sera équipé d'une pompe immergée pour le relevage des lixiviats.

Maîtrise des eaux souterraines :

Au toit des argiles aux alentours de la cote 99 m NGF, sur les flancs Est et Ouest du casier, un système de captage des eaux d'exhaure a été mis en place, il est composé :

- d'une tranchée drainante de 1,5 m x 1,5 m ;
- d'un géotextile anti-contaminant ;
- d'un drain routier de diamètre 160 mm ;
- de matériaux drainants 80/150.

Les eaux captées sont dirigées par gravité dans un bassin situé à l'emplacement du futur casier n°12. Elles sont pompées pour être dirigées dans un bassin de gestion des eaux internes du site.

Casier amiante :

L'exploitant nous a transmis le 9 septembre dernier le levé topographique nécessaire pour contrôler la conformité des caractéristiques géométriques de ce casier avec l'arrêté préfectoral d'autorisation qui impose à l'article 2.2.5 :

Cote minimale de fond de forme : 110 m NGF.

Pente maximale des talus : 3H/2V

Talus séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 4 m et d'une hauteur maximale de 12 m.

La conformité est avérée.

VI – VISITE D'INSPECTION

Nous avons procédé le 9 septembre 2015 à une visite d'inspection du site, au cours de laquelle le casier n°11 a été visité. Nous avons constaté à cette occasion que le casier n°10 est en cours d'exploitation, et que la partie inférieure du casier n°11 est aménagée. Notons l'existence d'une zone ravinée au niveau du talus supérieur côté Ouest de ce casier : L'exploitant rappelle que les matériaux en place s'érodent par endroits, l'obligeant à « tartiner » de l'argile avant la pose du complexe d'étanchéité.


VII – CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le dossier technique de conformité des travaux d'aménagements portant sur le casier n°11 (partie inférieure) de la zone extension NORD DONZERE 2 du site exploité à DONZERE par la société SITA CENTRE EST, daté du 18 août 2015, peut être accepté.

Nous proposons que monsieur le Préfet, en application de l'article 26 bis de l'arrêté du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, informe la société SITA CENTRE EST :

- qu'elle est autorisée à exploiter le casier n°11 jusqu'à la cote 108 m NGF, objet du dossier présenté, visualisé sur le plan en annexe 2 au présent rapport ;
- qu'elle devra impérativement présenter à l'inspection des installations classées, au moins deux mois avant mise en exploitation de la partie supérieure du casier n°11 (au-delà de la cote 108 m NGF), un dossier de fin de travaux d'aménagement portant sur cette partie ;
- que la mise en exploitation d'un nouveau casier (ou partie de casier) ne peut commencer qu'après l'obtention de l'autorisation délivrée suite à l'examen du dossier de conformité des travaux d'aménagement de ce casier.

L'inspecteur de l'environnement


Pascal BRIE

Vu, approuvé et transmis à monsieur le Préfet du département de la Drôme
LYON, le 15/10/15

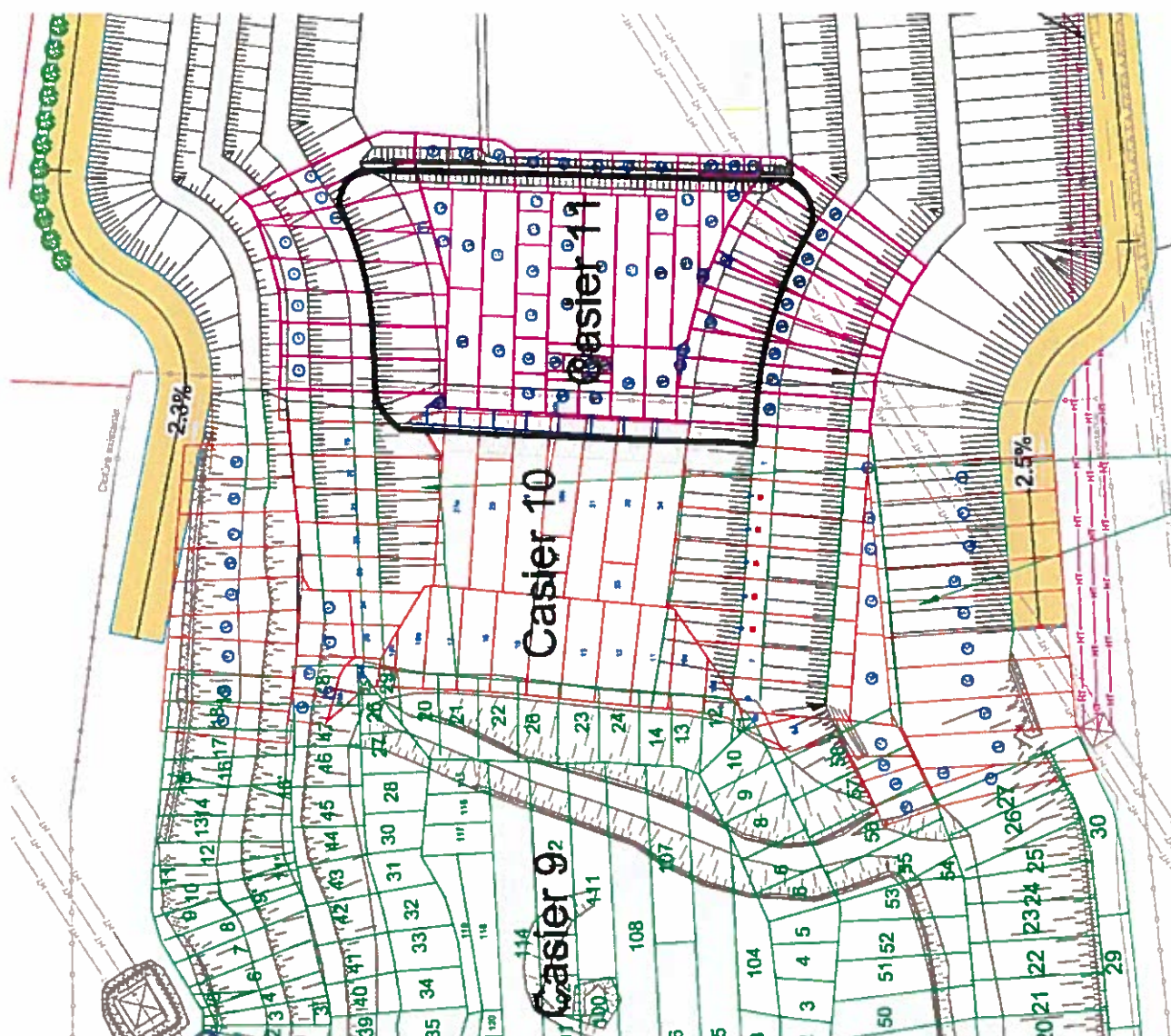
Pour la directrice,

Le chef d'unité
Prévention des Pollutions,
santé-environnement


Yves-Marie VASSEUR

ANNEXE 2 : Casiers n° 10 et 11

Vue d'ensemble des zones dont l'aménagement est achevé à ce jour
(en rose pour le casier n°11)



ANNEXE 1 :

Vue d'ensemble des zones dont l'aménagement a été acté

